Pour ces femmes, la CIRGL devrait plutôt condamner le Rwanda pour son appui au M23. La présidente du collectif des associations féminines pour le développement, Gogo Kavira, explique:

«Dans cette lettre, les femmes dénoncent la voie que poursuit la CIRGL, celle d'amener le gouvernement congolais à négocier avec le M23. Les femmes disent non à ces négociations-là parce que celles-ci ne vont que continuer à contribuer à affaiblir les institutions démocratiquement mises en place en RDC.»

Les signataires de cette correspondance estiment que ce genre des négociations est de nature à promouvoir auteurs des crimes.

«Nous souhaiterions que la CIRGL puisse emboiter le pas de la SADC [Communauté de développement des Etats de l'Afrique australe]. Qu'on comprenne que réellement la RDC est agressée par le Rwanda et que l'on puisse demander au Rwanda de suspendre son soutien au M23 mais surtout au M23 de libérer le territoire congolais qu'il occupe jusque maintenant», a poursuit Gogo Kavira.

Le mouvement du 23 mars, créé en mai dernier au Nord-Kivu par des dissidents des Forces armées de la République démocratiques du Congo (FARDC), occupe en effet certaines localités du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu.

Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir le M23 et a, à maintes reprises, rejeté toute idée de négocier avec ce mouvement rebelle. Réunis en sommet deux fois de suite en l'espace de deux mois, les Chefs d'Etats des Grands Lacs ont résolu de déployer une force internationale neutre le long de la frontière entre le Rwanda et la RDC pour lutter contre les groupes armés dont le M23 et les rebelles rwandais des FDLR présents sur le sol congolais.

Source: allAfrica